

Police municipale de Saint-Denis ou milice islamiste ?

écrit par Jean d'Acre | 22 octobre 2024



Je ne sais pas vous, mais moi, il y a de petites informations dans l'actualité qui vous apparaissent anodines comme ça au premier jet, puis une fois sorti du cadre (j'en

sors souvent, c'est ce que l'on appelle avoir de l'imagination, ce dont manquent cruellement nos merdes politiques actuelles) je me pose la question « pourquoi pas ? » comme le politicien dans « *I comme Icare* » au lieu de demander à la cantonade « pourquoi ? » comme les plus qu'imbéciles politiques français.

Ainsi, au débotté, j'ai pu m'ébaudir de la police municipale de Saint-Denis qui ne connaîtrait ni le Code pénal ni le français, mais sait y faire avec les cigarettiers de contrebande qu'elle prend à part et emmène à l'écart pour les tabasser, et dont l'un des chefs de service surnommé « le roi du Maroc » ferait bénéficier ses troupes subordonnées de privilèges financiers exorbitants du droit commun :

Citée en exemple pendant les Jeux olympiques, la commune socialiste de Saint-Denis voit sa police municipale complètement lui échapper, malgré d'importants efforts en matière de sécurité. Les pratiques dangereuses et illégales s'y multiplient.

La police pas si exemplaire de Saint-Denis

La ville socialiste de Seine-Saint-Denis voit sa police municipale complètement lui échapper. Des agents mettent en joue leurs collègues. D'autres tirent au LBD dans les couloirs du commissariat. Inoffensives en apparence, ces dérives illustrent une réalité plus sombre. « *Les agents ne connaissent pas le code pénal, certains parlent à peine français* », déplore un agent, arrivé il y a quelques années. Autour du directeur, Sofyan El Belqasmi,

surnommé par ses collègues « *le roi du Maroc* », un "clan" d'une dizaine de brigadiers semble récolter tous les privilèges, notamment financiers. Vers le centre-ville, les migrants haranguent par dizaines les passants, pour écouler leurs cigarettes de contrebande. « *Les policiers les prennent à part et les emmènent à l'écart des caméras pour les tabasser* », confie un témoin. De quoi allonger la liste de griefs adressés à cette police municipale abonnée aux scandales, comme *Valeurs actuelles* l'avait déjà signalé dans une enquête parue en 2021.

[int-denis-93-les-agents-ne-connaissent-pas-le-code-penal-certains-agents-parlent-a-peine-francais/](#)

Un esprit de la doxa, probablement vous aussi seriez effondrés à lire l'article, mais moi ça m'ouvre les vannes des possibles, sans dec'.

Depuis cinquante ans maintenant nous avons une troupe de cent mille policiers qui pratiquent la branlette espagnole à déférer pour un salaire de misère et de la peur du dealer devant les magistrats qui les relâchent aussitôt aussi sec quand ils ne vont pas inventer un vice de procédure pour clore l'affaire.

Vous êtes conscient et d'accord avec le constat d'inutilité de la chose et du combat perdu d'avance que je vous brosse puisque les dés sont pipés, les gouvernants étant eux-mêmes drogués au dernier degré à la connerie humaine sans rémission possible : tant qu'on ne met pas en taule pour 50 ans le dealer pour le sortir du ruisseau où il règne en maître, le trafic continuera, et le laxisme judiciaire ne fait que pousser à naître les vocations dès la première lecture du Coran dans les banlieues.

Au surplus, les policiers manquent de moyens, ils n'arrêtent pas de le clamer, et ils sont stigmatisés en cas de dégât collatéral et emmerdés au dernier degré de ce que peut subir l'humain par la police des polices dont on se demande si cette dernière n'est pas drivée en sous-main par la voyoucratie.

Bref, la police municipale de Saint-Denis me donne l'idée de pleins pouvoirs dans leur mission aux policiers dans la traque à la voyoucratie avec droit de tabassage pour les aveux, les renseignements de remontées de filières et les révélations des planques du pognon qui généreront les primes de service prises sur le délinquant sans que cela n'altère le budget national.

Imaginez un instant, tous les policiers auraient le droit d'interpeller tous les jours les dealers dans les quartiers, les tabasser, saisir le produit et le produit financier du produit comme prime de déplacement, je peux vous l'affirmer,

le trafic ne durerait pas longtemps.

Au bout de quelques centaines de milliers de tabassages, soit au bout d'une semaine ou deux, je vous fiche mon billet qu'il n'y a plus de trafic, simplement un écoulement des saisies tranquille et ordonné dans tous les commissariats de France avec un pognon de dingue dans les caisses de l'État et des primes de traders auxdits policiers.

C'est ce que l'on appelle la mise en place de fait d'un monopole d'État, je l'avais déjà proposé à de multiples reprises, avec l'avantage que l'on peut alors réduire avantageusement pour le budget national le salaire du fonctionnaire de police en petit fixe pour l'abonder de commissions sur saisies vendues et bonus sur les bénéfices : de déclassé, le policier Pinot simple flic se retrouve promu commercial du secteur, avouez que ça en jette plus sur le bristol de visite, y compris domiciliaire.

Imaginons ici que la police tabasse et saisisse tous les produits et tout le pognon d'une cité le même jour, les dealers de ladite cité ne peuvent plus payer leurs fournisseurs, les fournisseurs mécontents ne livrent plus et peut-être sont-ils tentés de faire abattre ou d'abattre directement leurs clients-dealers qui font défaut en liquidation judiciaire et manqué à leur parole et leur devoir : nettoyage du mal par le mal, c'est ainsi qu'il faut jeter le trouble, le désarroi et la discorde chez l'ennemi pour les plus belles victoires sans se mettre en péril, c'est l'art chinois de combattre que les crétins politiques français n'ont jamais été capables de comprendre.

Il est entendu que la nouvelle pratique, dans un premier temps afin que le monopole d'État rentre dans les mœurs et pour une efficacité totale en s'attaquant aux deux bouts de l'omelette concomitamment, doit être étendue aux consommateurs.

Imaginons ici le renseignement obtenu par tabassage indiquant qu'une boîte huppée dans un quartier huppé de la capitale ou d'une grande ville héberge tous les soirs des raouts de consommateurs de la « haute » qui s'imaginent,

comme la caste indienne, faire partie des intouchables.

Facile alors d'organiser une descente inopinée avec bouclage de toutes les issues, une conduite à l'écart de la clientèle pour passage aux aveux, le cas échéant délivrance de tournée-rouste déguisée en tournante pour les consommatrices de la « haute » jusqu'à ce que les petits sachets divins sortent des corps sages en offrande auxdits policiers en échange d'une mise en liberté des impétrantes après ce petit rappel innocent à la loi.

Croyez-moi, deux ou trois tournées-roustes-tournantes dans la même quinzaine au même gang de donzelles de la « haute », du cinéma ou des arts plastiques, ça calmerait vite les ardeurs des fraudes à la loi par le rail illicite, d'autant que le produit est en vente libre de taxes, droits et roustes dans le commissariat du quartier estampillé comme tel en cas de contrôle policier inopiné.

Je vous prends ici le pari, par ces mesures incitatives qui s'apparentent aux défiscalisations et crédits d'impôts dans l'immobilier locatif pour relancer le bâtiment, que je fais cesser dans le mois les trafics illicites dans les banlieues pour faire naître un vrai monopole d'État tout en réduisant le budget du ministère de l'Intérieur, bref tout ce que l'on vous promet depuis 50 ans sans jamais le faire, je le réalise entre deux nouvelles lunes rousses.

Bien sûr on peut inciter fiscalement encore plus, les consommateurs des classes bien aisées, dans un premier temps tout au moins, le temps de la pédagogie chère à la doxa pour les éduquer aux nouvelles donnes et aux nouveaux lieux de vente, pourraient voir l'ensemble de leur groupe familial jusqu'aux derniers des collatéraux faire l'objet d'une perquisition inopinée musclée à leur domicile ainsi que dans les locaux de leurs employeurs avec saisie de l'ensemble de biens et valeurs emportables.

Les résistances au monopole d'État ne seraient pas longues à tomber d'autant que leurs avocats seraient soumis à la même diète : perquisition domicile-bureau, saisie de l'emportable et roustes-tournantes-tabassages pour obtenir les filières

de fraude fiscale et sociale et les noms qu'ils couvrent. Vous voyez comment d'un simple entrefilet relatif à un petit fait divers de divers qui au premier jet vous paraît anodin j'en arrive à vous solutionner un problème majeur d'intérêt de sécurité nationale que les crétins politiques, par manque complet de jugeote et de QI, ont été incapables de résoudre en 50 ans.

Votez pour moi, je suis bien votre troisième type de politicien, le celui qui ose tout d'Audiard entre les deux autres branleurs les bien mal nommés qui ne branlent rien et n'ont jamais rien branlé.

D'exception, la police municipale de Saint-Denis doit devenir la règle, et comme le dit Obama avec l'air émerveillé des enfants qui ont retrouvé le trésor de Rackham le Rouge quand il cause de moi aux médias US, « *Yes, he can* ».

Jean d'Acre

<https://ripostelaique.com/police-municipale-de-saint-denis-ou-milice-islamiste.html>